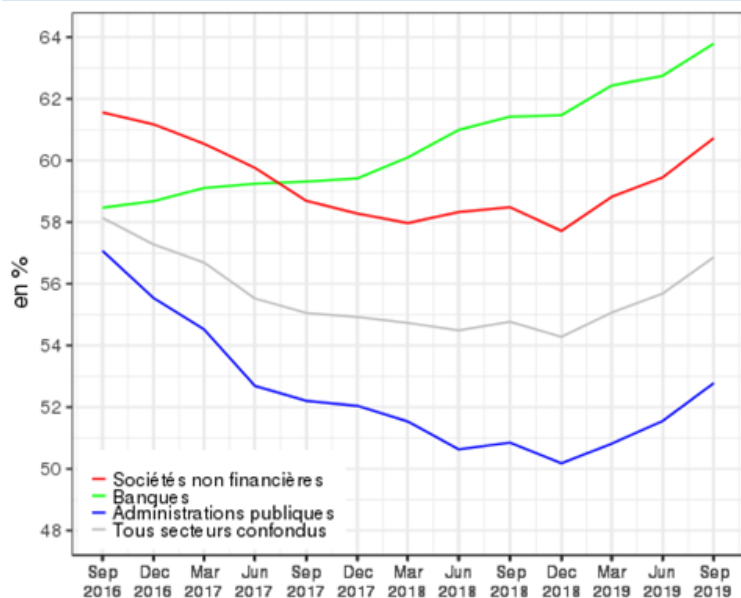


## Émission et détention de titres français au 30 septembre 2019

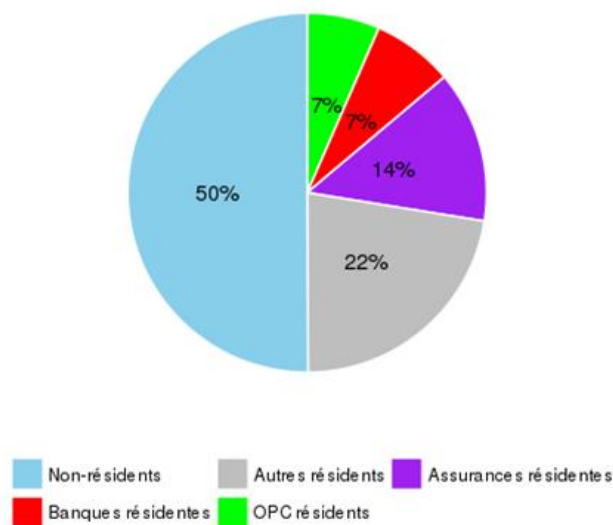
### Les non-résidents renforcent leur position sur la dette française

- Au troisième trimestre 2019, les non-résidents achètent 65 Mds € de titres de dette résidents, dont 38 Mds émis par l'État et 15 Mds émis par les sociétés non financières.
- Au 30 septembre 2019, la part des non-résidents dans la détention de titres de long terme s'établit à 57 %, contre 54 % fin 2018. Cette hausse concerne l'ensemble des secteurs émetteurs et poursuit le mouvement engagé au premier trimestre.

**Graphique 1 : Détention par les non-résidents de la dette de long terme (par secteur émetteur résident)**



**Graphique 2 : Répartition par secteur détenteur des titres émis par les résidents (dettes totales et actions cotées) à fin septembre 2019**



Les statistiques commentées dans le présent document sont élaborées par la Direction générale des statistiques, des études et de l'international de la Banque de France (direction de la balance des paiements). Les données relatives aux émissions sont établies à partir des déclarations des émetteurs et celles relatives aux détenteurs par les déclarations des teneurs de compte conservateur. Pour en savoir plus sur l'activité de tenue de compte – conservation de titres : <https://www.banque-france.fr/economie-et-statistiques/stats-info/detail/conservation-de-titres.html>

Le long terme correspond aux émissions d'une durée initiale supérieure à un an.

Les données présentées ici sont susceptibles d'être révisées en fonction des corrections et compléments de collecte trimestriels et annuels.



## Tableau 1 : EMISSIONS DE TITRES PAR SECTEUR ET PART DES NON RESIDENTS DANS LEUR SOUSCRIPTION

(Encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut	Émissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents	Emissions nettes	Flux net d'achat par les non-résidents
	Fin sept. 2019	Cumul 4 trimestres		T3 2019	
<b>TOTAL</b>	<b>6 311</b>	<b>177</b>	<b>127</b>	<b>70</b>	<b>65</b>
<b>TITRES DE DETTE (1)</b>	<b>4 068</b>	<b>173</b>	<b>127</b>	<b>68</b>	<b>65</b>
<b>Sociétés non financières</b>	<b>632</b>	<b>35</b>	<b>23</b>	<b>22</b>	<b>15</b>
<b>Administrations publiques (4)</b>	<b>2 078</b>	<b>82</b>	<b>57</b>	<b>41</b>	<b>36</b>
<i>dont État (4)</i>	<i>1 885</i>	<i>84</i>	<i>57</i>	<i>43</i>	<i>38</i>
<b>Banques (2)</b>	<b>1 177</b>	<b>50</b>	<b>44</b>	<b>4</b>	<b>9</b>
<i>dont garanties par des actifs affectés</i>	<i>278</i>	<i>5</i>	<i>5</i>	<i>0</i>	<i>1</i>
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>236</i>	<i>6</i>	<i>3</i>	<i>0</i>	<i>5</i>
<b>Institutions financières non monétaires (3)</b>	<b>182</b>	<b>7</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>5</b>
<b>ACTIONS COTÉES (1)</b>	<b>2 243</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>1</b>	<b>0</b>

(1) L'encours des titres de dette est exprimé en valeur nominale, celui des actions en valeur de marché. Les flux d'achats/ventes sont exprimés en valeur de transaction.

(2) Hors impact des opérations internes aux groupes bancaires et y compris les émissions des sociétés de financement.

(3) Les institutions financières non monétaires émettrices regroupent notamment les assurances, les organismes de titrisation, les fonds communs de créance, les entreprises d'investissement.

(4) Émissions nettes totales, non consolidées (pas de rapprochement possible de ce fait avec l'encours de titres pris en compte pour la mesure de l'endettement public selon le Traité de Maastricht).

## Tableau 2 : PART DES ÉMISSIONS FRANÇAISES DANS LA ZONE EURO

(valeurs nominales, encours et flux en milliards d'euros)

	Encours brut de la ZE	Part de la France dans l'encours de la ZE	Émissions brutes cumulées sur 4 trimestres. Fin sept. 2019		Part de la France dans les émissions brutes de la ZE cumulées sur 4 trimestres	
	Fin sept. 2019		France	Zone euro	Fin sept. 2019	Fin sept. 2018
<b>TITRES DE DETTE</b>	<b>17 651</b>	<b>23%</b>	<b>2 176</b>	<b>7 785</b>	<b>28%</b>	<b>30%</b>
Sociétés non financières	1 445	44%	359	767	47%	46%
Administrations publiques	8 339	25%	869	2 323	37%	37%
Banques	4 399	27%	815	2 953	28%	33%
<i>dont émissions de court terme</i>	<i>593</i>	<i>40%</i>	<i>632</i>	<i>2 124</i>	<i>30%</i>	<i>36%</i>
Institutions financières non monétaires	3 467	5%	133	1 743	8%	8%

Source et réalisation : DIRECTION GÉNÉRALE DES STATISTIQUES, DES ÉTUDES ET DE L'INTERNATIONAL

